Colloque histoires partagées France–Australie

Symposium 2018

Imagination | Exploration | Mémoire

Quelques sources de l'histoire de l'Australie aux archives diplomatiques

Gregoire Eldin and Agnès Chablat-Beylot

Les archives produites et conservées par le ministère français des Affaires étrangères témoignent des différentes phases de l'histoire des relations entre la France et l'Australie : temps de l'exploration, temps de la mise en valeur des ressources économiques de la colonie, du développement de relations institutionnelles avec un territoire en marche vers l'indépendance, guerres mondiales et tensions de la seconde moitié du XX^{e} siècle.

Tandis que les archives de l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères sont aujourd'hui conservées en région parisienne, à La Courneuve, celles de l'ambassade et des consulats français en Australie font régulièrement l'objet de rapatriements en France afin d'être conservées et mises à la disposition des chercheurs au Centre des archives diplomatiques de Nantes. Les ressources des deux sites seront présentées ici successivement, le cas particulier des archives nées de la Première Guerre mondiale étant évoqué dans une dernière partie.

Archives de l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères

La documentation relative à l'Australie conservée dans les archives de l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères, au Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve, est pour une large part constituée de dépêches et de télégrammes diplomatiques en provenance des consuls et de l'ambassade de France en Australie. On comprend donc que cette documentation soit relativement modeste avant les années 1840 et l'ouverture d'un premier consulat de France à Sydney.

Les plus anciens documents concernant l'île conservés à La Courneuve sont des pièces isolées conservées dans la série des *Mémoires et documents*, en sous-série *Océanie* (fonds 34MD), au volume 1 : quelques notes sur la Nouvelle Hollande datées de 1822, simples extraits traduits du *Morning Chronicle*, un mémoire, accompagné d'une carte schématique, intitulé « Colonies anglaises de la Nouvelle Hollande ou Australie » (folios 8-33), dont il est précisé qu'il s'agit d'extraits traduits de la *Quarterly Review* d'octobre 1825, et « Quelques observations sur la Nouvelle Hollande, les îles Sandwich et les îles de la mer du Sud par un neveu de M. Martin Laffitte, du Havre, Toussaint Antoine Hervel, arrivé en France par l'Angleterre le 14 juin, venant de faire le tour du monde après dix années de voyage aux Indes orientales. Paris, le 1er juillet 1826 » (fol. 34-40), mémoire produit à l'appui des prétentions d'Hervel à être désigné pour un poste à créer d'agent consulaire en Océanie. Au sein des seize volumes reliés constituant les *Mémoires et documents Océanie*, peuvent encore être citées quelques pièces très isolées : au volume 3, un document relatif à la prise de possession par l'Angleterre des îles Cocotiers ou Keeling (1857, fol. 100-102) ; au volume 5, une simple lettre du ministre de la Marine et des colonies rapportant les impressions de la marine française sur l'état, jugé critique, des établissements britanniques dans la Nouvelle Hollande (1844, fol. 202-203v).

La création, en 1839, du consulat de France à Sydney offre enfin un poste d'observation fixe, donnant lieu à une correspondance régulière. Premier titulaire de ce poste, Jean Marie

Antoine Faramond, précédemment affecté à Milan, à Malte, aux États-Unis et au Mexique, parti de Londres en janvier 1842, débarque le 6 mai 1842 à Port Jackson, après une traversée de 102 jours.

Une agence consulaire de France est créée à Melbourne en 1853. Elle sera transformée en consulat en 1862. Le premier titulaire du poste, nommé en août 1853, est le comte Lionel de Moreton Chabrillan (1818-1858), protégé de Napoléon III, marié à Céleste Venard, dite Céleste Mogador (1824-1899), danseuse du quartier du Temple, à Paris, dont il convient de citer les *Mémoires*, ainsi que la comédie *En Australie* (1862). Conservé parmi les dossiers individuels dans les archives de la direction du Personnel, comme ceux de tous les agents affectés depuis lors en terre australienne (dans les fonds 393QO et 394QO pour le XIX^{e} siècle) le dossier de carrière du comte de Chabrillan n'offre pas de détails sur sa vie personnelle à Melbourne, tout en témoignant des appuis dont il bénéficie à Paris.

Au cours du XIX^{e} siècle, la correspondance des consulats, essentiellement consacrée aux affaires économiques et maritimes, est réunie, au sein de volumes reliés, dans la série de la *Correspondance consulaire et commerciale*. Les documents s'y présentent suivant un classement purement chronologique et sont munis, pour les postes nous occupant ici, d'un simple répertoire numérique, qui ne permet pas le repérage de documents sur un sujet donné. De 1842 à 1901, la correspondance avec le consulat de Sydney (fonds 324CCC) a produit la matière de huit volumes reliés (0,44 ml). La sous-série *Melbourne* (fonds 198CCC) comporte 9 volumes de 1854 à 1901, date de clôture de la série (0,51 ml). Les volumes des deux sous-séries comportent des minutes des dépêches adressées aux consuls depuis Paris, mais ils sont essentiellement constitués des originaux des dépêches expédiées par les consuls. Les principaux sujets traités sont le commerce, les prix des marchandises, les droits de douane, les laines, les viandes, l'industrie minière et les affaires maritimes. Apparaissent également des dépêches générales sur l'état de la colonie, sa population, son gouvernement et ses institutions, d'autres sur les services postaux et les chemins de fer, la situation des baleiniers, les échanges scientifiques, ainsi que sur l'ensemble de la zone océanienne : la Nouvelle-Calédonie, les Nouvelles-Hébrides, Tahiti, la situation des missions catholiques notamment.

Les dépêches des consuls présentant un caractère exclusivement politique, moins nombreuses, sont de leur côté classées dans la série de la *Correspondance politique des consuls*, au sein de la sous-série *Angleterre* (fonds 2CPC). La première dépêche de ce type en provenance de Sydney date de 1846. La première en provenance de Melbourne remonte quant à elle à 1860. La série *Correspondance politique des consuls* prend fin en 1896.

Pour le XIX^{e} siècle, quelques documents isolés concernant l'Australie peuvent aussi se trouver, notamment, dans la série des *Affaires diverses politiques*, en sous-série *Angleterre* (fonds 5ADP), mais aussi dans la sous-série *États des Français à l'étranger* (fonds 28ADP), où figure, à l'article 28ADP/12, un dénombrement des Français établis dans la colonie de Victoria au second semestre 1872. Les registres d'état civil tenus par les consuls de France pour les ressortissants français sont de même conservés (série *Etat civil cartons*, fonds 172QO). Les autres séries d'archives produites par la direction des Chancelleries, ancêtre de la direction des Français à l'étranger et des étrangers en France, sont bien sûr également susceptibles de receler des sources relatives aux résidents français en Australie. Citons, notamment, les registres d'actes notariés (fonds 430QO pour la période 1834-1900), mais aussi l'immense gisement des dossiers nominatifs, qui ne deviendra exploitable que lorsque son indexation, actuellement en cours, sera parvenue à son terme.

Mais c'est surtout en matière économique qu'il est possible, pour le XIX^{e} siècle, d'accéder à une documentation substantielle, au sein de la série des *Affaires diverses commerciales* (fonds 1ADC, couvrant essentiellement les années 1830 à 1902), qui réunit les dossiers « thématiques » de la sous-direction commerciale. Des dossiers concernant l'économie australienne y font leur apparition vers 1880, se rapportant aux missions commerciales, aux tarifs douaniers, à l'engagement d'un professeur français de viticulture par le gouvernement australien (1897-1898), aux services maritimes, aux mines et aux expositions industrielles et commerciales en Australie (voir principalement les articles 263, 280, 376, 377, 384, 385, 514-516, 677).

Une innovation majeure affecte les archives de l'administration centrale en 1897 : à partir de cette date, les archives des principaux services du Quai d'Orsay, dont la direction des Affaires politiques et commerciales, vont faire l'objet d'un classement méthodique – et non plus chronologique –, assuré, au sein de chaque direction, par un « bureau d'ordre », suivant un plan de classement prédéfini. L'adoption de cette nouvelle pratique a conduit à clôturer les anciennes séries de registres de correspondance et à constituer un nouvel ensemble, partant de 1897, formé de la correspondance de la direction des Affaires politiques et commerciales et affecté du surnom de « Nouvelle série », dont les dates extrêmes seront, pour la plupart des zones géographiques, 1897-1918.

Fonds essentiel pour cette période, la *Nouvelle série* comporte une sous-série spécifique *Australie* (fonds 139CPCOM), qui compte 29 articles (2 mètres linéaires), se rapportant principalement aux différents aspects de la politique intérieure et de la politique étrangère de la colonie, à ses relations avec la France, aux questions militaires, maritimes, économiques, commerciales et consulaires.

Les méthodes de classement des archives instituées en 1897 sont globalement maintenues – et perfectionnées – tout au long du XX^{e} siècle.

Couvrant l'entre-deux-guerres, constituée des archives de la sous-direction d'Asie et d'Océanie, la sous-série *Australie* de la série *E Asie 1918-1940* compte 35 articles (fonds 31CPCOM, 1 m.l.).

Les fonds d'archives d'administration centrale relatifs à la Seconde Guerre mondiale se caractérisent par l'existence parallèle de fonds des services diplomatiques des administrations de l'État français (Vichy) et de la France libre (Londres puis Alger). Les sources concernant l'Australie provenant de l'administration de Vichy figurent principalement dans la sous-série « E-Asie » de la série « Guerre 1939-1945 Vichy » (fonds 3GMII), où l'on ne dénombre pas plus de six articles concernant directement l'Australie, datés de 1940 à 1943 (articles 3GMII/72-77 et 3GMII/234). La sous-série « Relations commerciales » (fonds 17GMII) comporte un petit sous-dossier relatif à la protection par la Suisse des intérêts français en Australie et en Nouvelle-Zélande (mars 1943-janvier 1944).

Les archives émanant des services de la France libre (série « Guerre 1939-1945 France libre », sous-série « Londres-Alger » (fonds 18GMII)) comprennent un certain nombre d'articles se rapportant directement à l'Australie (articles 18GMII/202, 344-346 et 371, 647, 1095, 1248-1250). Peuvent également mériter d'être consultés les articles se rapportant, plus largement, au Pacifique, à l'Océanie et aux possessions françaises dans ces deux zones. Une part importante des dossiers a trait à la représentation du Comité national français et aux mouvements de soutien à la France libre. Comme on le verra plus loin, les archives conservées à Nantes en provenance des postes français en Australie associent de

la même manière des dossiers issus des comités locaux et associations de soutien à la correspondance officielle de la France libre.

Après la Seconde Guerre mondiale, les archives d'administration centrale produites par ce qui est désormais la direction d'Asie et d'Océanie (série *Asie-Océanie*) comportent toujours une sous-série *Australie*, dont les archives continuent aujourd'hui de s'accroître (fonds 114QO). Versées par tranches chronologiques successives, les archives de la sous-série *Australie* représentent, de 1944 à 1991, 14,5 m.l. Les problématiques nouvelles de la décolonisation, de la guerre froide et des expérimentations nucléaires y apparaissent naturellement. D'autres sous-séries se rapportent à des questions régionales dans lesquelles l'Australie trouve également sa place. En application du Code du patrimoine, les archives de la direction d'Asie et d'Océanie sont pour l'essentiel soumises à un délai de communicabilité de 25 ans.

Au cours du XX^{e} siècle, l'activité du ministère des Affaires étrangères s'intensifie progressivement dans de nouveaux domaines : presse et communication, promotion de l'enseignement français et des échanges artistiques (expositions, tournées artistiques), relations culturelles, scientifiques et techniques, coopération militaire et aspects diplomatiques des questions atomiques et spatiales, relations avec les organisations internationales. De ces différentes activités témoignent non seulement les archives de la direction d'Asie et d'Océanie, mais également celles des différentes directions qui en sont spécifiquement chargées. Comme cela était déjà le cas au XIX^{e} siècle, les affaires économiques et financières relèvent elles aussi de directions et services spécialisés, dont les archives sont de même conservées.

Archives des postes diplomatiques et consulaires français en Australie

Tandis que le Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve conserve la correspondance reçue du réseau diplomatique et consulaire français, celui de Nantes est depuis 1967 dépositaire des archives rapatriées des postes.

La consultation de l'état des fonds d'archives des postes français établis en Australie fait immédiatement apparaître l'écart entre la date de création des premiers postes consulaires et celle des plus anciennes archives aujourd'hui conservées à Nantes. Ainsi, si le consulat de Sydney a été créé en 1839, la production documentaire qui en a été rapatriée n'est pas antérieure à 1879 et seuls quelques dossiers apportent des éclairages épars sur le XIX^{e} siècle et la première moitié du XX^{e} siècle. Quant à l'agence consulaire établie à Melbourne en 1853, devenue consulat en 1862, ses archives ont momentanément disparu lors d'un déménagement, avant d'être retrouvées fortuitement dans un garde-meuble en 1987 et rapatriées l'année suivante. Malgré cet épisode, ce fonds conserve des pièces remontant à 1854 et sa correspondance est continue à partir de 1886 ; une lacune plus tardive est néanmoins à déplorer : celle de la majeure partie des dossiers des années 1930. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la légation établie à Canberra en 1946, érigée en ambassade en 1949, est devenue le principal lieu de production documentaire, à côté des deux consulats, tandis que les agences consulaires de Newcastle, Perth et Wollongong n'ont livré que quelques dossiers épars, constitués essentiellement de correspondance.

L'ouverture vers l'Océan Pacifique et les colonies françaises qui y sont établies est une curiosité de ces fonds consulaires antérieurs à 1939. Parmi les rares archives du consulat de

Sydney antérieures à 1900 figure ainsi un dossier relatif aux évadés de Nouvelle-Calédonie, de 1879 à 1898, réunissant des pièces sur la recherche de ceux-ci et sur la vente des barques ayant servi aux évasions, des demandes d'extradition, des dossiers des prisonniers, le tout complété par des articles de presse. De même, la correspondance du poste de Melbourne comporte un échange avec le gouverneur de Nouvelle-Calédonie, de 1859 à 1892, ainsi qu'avec les colonies françaises, à la même époque. Les fonds consulaires de cette période conservent également quelques ensembles intéressants sur la communauté française d'Australie : ce sont notamment les registres d'immatriculation consulaire de Melbourne et de Sydney, dont les séries continues débutent respectivement en 1880 et en 1910, qui sont à mettre en regard avec les registres d'état civil pour appréhender l'origine et les motivations de ces Français établis aux antipodes. Les activités commerciales et la navigation dominent naturellement ces ensembles : l'exposition internationale de Melbourne de 1888 est ainsi abondamment documentée, quand des registres de navigation viennent apporter des éclairages sur les années 1864-1876 à Melbourne ou sur le début du XX^{e} siècle à Sydney.

Un autre ensemble attire l'attention dans ces fonds : les archives de la Seconde Guerre mondiale. En effet, en réponse à l'appel lancé de Londres le 18 juin 1940, des Français expatriés se rallièrent au général de Gaulle et constituèrent, dans les pays alliés ou neutres, des « comités France libre » : en Australie, André Brénac, rallié dès le 25 juin et nommé le 2 décembre 1940 représentant du Général, prit en main le mouvement et créa une association dénommée *Free French Movement in Australia*, dont le comité central était établi à Sydney. En 1941, des comités locaux se constituèrent et se chargèrent d'organiser régionalement la propagande et la récolte des fonds en faveur des Forces françaises libres. André Brénac, de représentant personnel du général de Gaulle, devint le 10 juin 1942 délégué du Comité national français en Australie, ce qui conféra à sa fonction un caractère plus institutionnel et entraîna l'établissement de cinq agences locales à Brisbane, Newcastle, Perth, Melbourne et Adélaïde, exerçant des fonctions consulaires. Après la reconnaissance officielle du Comité français de libération nationale par le gouvernement australien le 7 septembre 1943, la délégation de Sydney, rebaptisée délégation du CFLN en Australie, acquit un statut de représentation quasi-diplomatique, qui trouva en 1944 une nouvelle résidence dans la capitale fédérale, Canberra. De cette période de 1940 à 1944, les fonds de Sydney, de Canberra et d'Adélaïde, gardent les traces. Transféré de Sydney en 1944, celui de Canberra, le plus volumineux, reflète ces différents modes de représentation de la France libre en Australie, mêlant des archives propres au *Free French Movement* et la correspondance officielle du délégué avec Londres et Alger, comme avec les autorités australiennes. D'Adélaïde proviennent les archives du comité local de la France libre, actif de 1941 à juin 1944, qui donna ensuite naissance à une agence consulaire et à l'Association franco-australienne d'Australie méridionale : statuts, rapports annuels, procès-verbaux de réunions permettent de suivre au plus près l'activité de cet organe de soutien.

À partir de 1944, le fonds de Canberra - rapatrié jusqu'en 1959 seulement - s'étoffe selon un plan de classement qui organise de manière très classique les grands domaines de l'action diplomatique – protocole, questions politiques, économiques, culturelles, information et presse – en dossiers thématiques complétés par des séries de correspondance complètes. Parmi ceux-ci, on relèvera un important ensemble de dossiers relatifs à l'Indochine, dont des études suivent l'évolution de 1950 à 1959, ainsi qu'une documentation fournie sur l'enseignement du français et la diffusion de la culture française en Australie. Dans les fonds consulaires de Sydney et de Melbourne, rapatriés l'un et l'autre jusqu'en 1996, ces questions culturelles occupent également une place importante, notamment par des rapports suivis avec maintes associations franco-australiennes, mais c'est naturellement le suivi de la

communauté française qui génère la majeure partie de la production documentaire, directement issue des fonctions consulaires : état civil, nationalité, immatriculation, affaires militaires, élections, pensions…

Archives de la Première Guerre mondiale

Témoignant d'un épisode majeur des relations entre Français et Australiens, les archives produites au cours et à la suite de la Première Guerre mondiale ont fait l'objet, durant les années du « centenaire », de multiples projets de restauration, de classement et de mise en valeur. Les spécificités de ces fonds d'archives justifient que leur soit consacrée ci-dessous une présentation particulière, en donnant, par la même occasion, un aperçu de quelques documents se distinguant, par la forme, des typologies documentaires les plus classiques.

Dans les archives de l'administration centrale, une série expressément dédiée au conflit a été constituée à partir d'archives de la direction des affaires politiques : la série « A - Guerre 1914-1918 » (fonds 1CPCOM), dans laquelle sont notamment conservées des archives relatives aux opérations stratégiques dans leur ensemble et au ravitaillement de la France à l'étranger. Le pendant en est la série « A - Paix 1914-1920 » (4CPCOM), où sont réunis les dossiers relatifs à la définition des buts de guerre et des conditions de paix de chaque pays, aux tentatives de négociation durant les hostilités et aux traités finalement conclus. L'Australie n'est pas expressément mentionnée dans les répertoires numériques détaillés de ces deux séries. Pour accéder directement à des archives la concernant, le chercheur pourra se tourner vers la sous-série *Australie* de la « *Nouvelle série* », déjà citée (fonds 139CPCOM, ayant pour dates extrêmes 1897-1918), où sont bien conservés des dossiers relatifs aux aspects politiques, militaires et commerciaux du conflit. Il convient de signaler que les dossiers de la sous-série *Australie* de la série *E Asie 1918-1940*, qui couvre l'entre-deux-guerres, débutent dès les premiers mois de 1918 et doivent donc être également consultés sur la période de la guerre.

La sous-série *Australie* de la série *E Asie 1918-1940* (fonds 31CPCOM) comporte notamment trois articles sur la mission diplomatique conduite en Australie par le général Pau (articles 31CPCOM/9-11). La commémoration de l'amitié franco-australienne fait naturellement l'objet d'un dossier. Ce sujet et celui de l'entretien des monuments et cimetières militaires, continue bien sûr à donner matière à correspondance tout au long du XX^{e} siècle.

Les travaux actuellement en cours de restauration et de classement d'archives de la direction et du ministère du Blocus, d'une part, et du secrétariat général de la conférence de la Paix, d'autre part, devraient, dans les années à venir, permettre de documenter d'autres pans de l'intervention de l'Australie dans le premier conflit mondial.

Les archives des postes français conservées à Nantes illustrent quant à elles la mobilisation des Français de l'étranger durant le conflit. Au-delà des dossiers consacrés à la mobilisation *stricto sensu* des hommes appelés sous les drapeaux, le fonds du vice-consulat de France à Melbourne montre ainsi comment le vice-consul s'est employé à lancer ou soutenir des initiatives visant à recueillir des dons au profit des soldats et des œuvres de guerre. Après une première souscription lancée dès la déclaration de guerre (cf. livret), c'est un concert qui est organisé par le vice-consul de France, l'Alliance française et le Club français de l'université de Melbourne au bénéfice des victimes de guerre le 30 septembre 1914 (cf. programme). Deux ans après, toujours sous le patronage du même vice-consul, la Croix-

Rouge française organise une série de manifestations autour du 14 juillet 1916 afin de récolter des fonds pour les soldats et familles français : galas, concerts, quêtes, ventes de charité, démonstrations théâtrales par les élèves de l'Alliance française, etc. (cf. affiche…) Cette mobilisation patriotique n'efface pas les intérêts commerciaux : grâce au blocus imposé aux produits allemands et austro-hongrois, les entreprises françaises présentes à Melbourne ou travaillant depuis la France avec des entreprises australiennes veulent profiter de l'absence de concurrence pour se développer sur le marché australien, voire remplacer les sociétés germaniques. Ainsi est-il demandé au vice-consul, par un courrier de l'Office national du Commerce extérieur, d'établir la liste de toutes les sociétés susceptibles d'être mises en concurrence : le questionnaire rempli est conservé dans ces dossiers du vice-consulat (cf. questionnaire).

La plupart des ressources que nous avons ici mentionnées doivent pour l'instant être consultées sur place, à La Courneuve ou à Nantes. En revanche, la base de données répertoriant les accords et traités conservés par les Archives diplomatiques et la base donnant accès au fonds iconographique des Archives peuvent être consultées en ligne. Parmi les nombreux fonds qui mériteraient de plus amples investigations figurent les papiers personnels réunis dans la série « Papiers d'agents-archives privées », où se trouvent par exemple quelques chronos de correspondance privée de Louis Roché, ambassadeur à Canberra de 1952 à 1955 (fonds 273PAAP). Les bibliothèques des centres d'archives de La Courneuve et de Nantes possèdent, de leur côté, leurs propres richesses. Ainsi le centre de La Courneuve offre-t-il un accès unique en France à certaines publications officielles australiennes, notamment d'origine parlementaire, depuis le XIX^{e} siècle. Souhaitons, pour conclure, que ce panorama, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, contribue à ce que l'intérêt porté désormais par tant de jeunes Français à la découverte du continent australien puisse trouver un autre terrain d'expression dans les vastes ressources archivistiques ainsi ouvertes à l'exploration.